

« NATURE » SE MARIE : UNE BONNE AFFAIRE POUR LES CHERCHEURS ?

Publié le 2 février 2015



Mi-janvier, le Britannique Holtzbrinck Publishing Group et l'Allemand BC Partners, ont annoncé la fusion d'une bonne partie de leurs activités. [Le nouveau géant de l'édition scientifique qui devrait voir le jour d'ici l'été regroupera notamment les journaux de Nature Publishing Group, dont le célèbre journal « Nature », véritable bible de la recherche scientifique, et les milliers de titres de « Springer Science ».](#)

Une bonne affaire pour la Recherche? « *Pas vraiment* », estime le Pr Bernard Rentier, ancien recteur de l'Université de Liège (ULg) . « *Cela remet sous les feux de la rampe toute la problématique de l'accès libre aux articles scientifiques: l'Open Access, qui est pourtant la voie de l'avenir* ».

Libre accès à l'information


Bernard Rentier est un des chantres du libre accès aux articles scientifiques. En 2013, il avait placé sa rentrée académique sous le signe de l'Open Access. A l'automne dernier, [Robert Proulx, le recteur de l'Université de Québec à Montréal \(Canada\), lui a remis les insignes de docteur honoris causa](#) « *pour ses réalisations remarquables dans le champ de la virologie et de l'immunologie, mais aussi pour sa contribution exceptionnelle au libre accès à l'information scientifique à l'Université de Liège et à la promotion des valeurs de l'Open Access en Europe et à l'échelle internationale* ».

Pour comprendre l'Open Access, il faut en revenir aux fondements de la publication de la recherche scientifique. Quand un chercheur ou une équipe boucle une recherche, le partage des résultats via des publications scientifiques est de rigueur. C'est comme cela que la science progresse. C'est également au nombre de publications qu'un scientifique est évalué.

La relecture par des « pairs » est indispensable

Bien entendu, publier un article de recherche dans un journal scientifique a un coût. Il faut que la pertinence de l'article soumis à publication soit évaluée par d'autres spécialistes du domaine, que la méthode utilisée puisse être librement examinée par des pairs, que les résultats soient soumis à la critique, que les éventuels biais méthodologiques puissent être discutés.

 Cout d'un abonnement sur des milliers

 On peut aussi acheter l'article à la pièce...

Traditionnellement, les maisons d'édition et leurs comités de lecture effectuaient ce travail et répercutaient leurs coûts (y compris d'impression) sur le prix des abonnements payés... par les chercheurs, les laboratoires, les universités...

Les abonnements deviennent impayables

Avec la multiplication des revues et des journaux scientifiques, les coûts d'abonnement sont devenus impayables pour les bibliothèques universitaires. D'où l'idée de l'Open Access: rendre gratuit l'accès aux articles scientifiques. En théorie, les chercheurs mettent eux-mêmes en libre accès sur le web les résultats de leurs travaux. Se pose alors la question de la crédibilité scientifique. Qui certifie la qualité de leur travail? Du coup, d'autres déclinaisons de cette idée généreuse pour les scientifiques ont été développées. Des approches qui garantissent une relecture critique des articles scientifiques par des pairs, avant publication.

« Open Access » : la voie dorée...

Plutôt que de faire payer pour avoir accès à l'information, l'Open Access privilégie la consultation « gratuite » des articles scientifiques. « *Et cela en suivant deux voies* », explique le Pr Rentier.

« *Si on suit la « voie dorée », les éditeurs font payer les auteurs pour la publication de leur article et offrent l'accès gratuit aux publications. Il faut, pour que cela marche, des prix raisonnables pour les chercheurs, proches des coûts réels, soit moins d'un millier d'euros par article* », estime Bernard Rentier. « *Cela n'intéresse pas les éditeurs. Leurs marges bénéficiaires s'en trouvent trop rognées. En réalité, les auteurs qui paient pour la publication de leur article doivent déjà débourser de 4.000 à 5.000 euros et parfois beaucoup plus. Cela peut monter jusqu'à 30.000 euros* », indique-t-il.

...ou la voie verte?

« L'autre voie, la « voie verte » de l'Open Access, suit le scénario éditorial classique. Les éditeurs font leur boulot. Ils organisent les comités de lecture des pairs, valident les articles, les publient et font payer leurs abonnements. L'accès libre est ensuite garanti par les institutions dont relèvent les chercheurs, via leurs propres dépôts institutionnels, et ce après un certain délai en fonction de la durée d'embargo de l'éditeur. Soit ce délai n'existe pas, soit il peut être de six, douze ou dix-huit mois ».

« C'est le mécanisme que nous avons mis en place à Liège et qui a été rendu obligatoire pour les chercheurs. Ils publient où ils veulent, mais en plus, ils sont tenus de verser leur article scientifique dans notre dépôt institutionnel ». S'ils ne le font pas, les autorités académiques estiment que cet article n'existe pas. Il n'est donc pas pris en compte pour les demandes de crédits, etc.

Un article en accès libre est lu 20 fois plus

C'est quelque peu coercitif, convient Bernard Rentier, mais c'est aussi dans l'intérêt du chercheur. Un article en libre accès, c'est plus de visibilité pour le chercheur et ses travaux. Nous estimons qu'un article ainsi librement accessible est lu vingt fois plus et est cité deux à trois fois plus fréquemment par d'autres.

« Après nous avoir combattus, les maisons d'édition ont fait volte-face en ce qui concerne l'Open Access, constate l'ancien recteur. Elles offrent aussi des publications en Open Access. Mais sous une forme particulière où ils se font autant d'argent sur le dos des auteurs qu'ils en faisaient jadis sur le dos des lecteurs. Je suis donc extrêmement méfiant en ce qui concerne la fusion entre éditeurs scientifiques ».

Aujourd'hui, les autorités publiques et académiques s'interrogent sur l'avenir de la publication scientifique. A Montréal, où on s'intéresse beaucoup à l'Open Access, on a bien perçu l'intérêt des initiatives liégeoises, dont la mise en place du dépôt institutionnel obligatoire d'articles scientifiques [ORBi \(Open Repository and Bibliography\)](#).

Le modèle liégeois

« Bernard Rentier a montré la voie avec une ambitieuse politique d'auto-archivage et de dépôt obligatoire dans les archives institutionnelles ouvertes de son université », indiquait Robert Proulx, le recteur québécois, voici quelques mois.

« On n'hésite pas à parler aujourd'hui de ce "modèle liégeois" qui fait l'envie de nombreuses universités tant en Europe qu'en Amérique, et ce, à l'heure où la plupart des bibliothèques ne parviennent plus à soutenir les coûts prohibitifs des abonnements de milliers de publications scientifiques ».

En Belgique comme ailleurs dans le monde, l'Open Access fait réfléchir. Et même agir. « La Commission européenne rend obligatoire, dans le cadre financier 2014-2020, le dépôt en archives ouvertes pour toutes les publications scientifiques produites à l'aide de fonds de l'Union européenne, en plus de recommander aux États membres de prévoir des mécanismes similaires », soulignait en octobre dernier Robert Proulx, à Montréal.

« Chez nous, le FNRS pourrait superviser et relayer l'ensemble des contenus des dépôts institutionnels

des universités », estime Bernard Rentier. Toutefois, chaque université doit être à la manœuvre en matière de dépôt institutionnel. Et c'est dans le dépôt de sa propre institution qu'un scientifique doit verser copie de son article », conclut-il.

34.500 journaux scientifiques dans le monde

On estime à 34.500 le nombre total de journaux scientifiques à comité de lecture publiés dans le monde. De ceux-ci, 28.000 environ sont publiés en anglais.

Le marché mondial de l'édition scientifique est dominé par quatre acteurs principaux:

- Elsevier, qui publie 3057 journaux scientifiques
- Springer (2987 journaux)
- Wiley (2339 journaux)
- Taylor & Francis (2105 journaux)



Les quatre grands de l'édition scientifique mondiale

Ensemble, ils représentent environ 30% du total des revues scientifiques à comité de lecture. Dans ce contexte, l'éditeur Macmillan (160 journaux scientifiques), qui s'apprête à fusionner avec Springer fait figure de petit Poucet. C'est oublier que parmi les 160 journaux de Macmillan, on retrouve la maison d'édition NPG. C'est elle qui publie une des revues les plus prisées (sinon la plus prisée!) des scientifiques de la planète : « Nature », et ses désormais nombreuses déclinaisons: Nature Communications, Nature Medicine, Nature Physics, Nature Cell Biology ...

« Pour Springer, cette fusion avec Nature s'annonce sans doute tout aussi profitable d'un point de vue qualitatif. Nature reçoit chaque année quelque 11.000 propositions d'articles scientifiques » souligne [Wouter Gerritsma](#), bibliothécaire universitaire et observateur avisé du secteur de l'édition scientifique. « Il n'en publie effectivement qu'un dixième. Le reliquat pourrait bien faire les choux gras des autres journaux du groupe ».

D'un simple point de vue économique, la nouvelle structure issue de cette fusion devrait générer 1,5 milliard d'euros de chiffre d'affaires annuel, concerner quelque 13.000 employés et... des millions de scientifiques dans le monde.

